



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 28 FEVRIER 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit du mois de février à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 19 février 2023, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCROY, Maire.

<b>NOMBRE DE MEMBRES</b>	<b><u>Etaient présents :</u></b>	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, MASSELOT Catherine, PARENT Monique, PAUL Christine, THIEFFRY Martine Messieurs DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCROY Olivier
En exercice : 18	<b><u>Absents excusés :</u></b>	GUILLAUD Patricia ayant donné procuration à ELOIRE Aurélie, LEMAIRE Aurélien
Présents : 14	<b><u>Absents :</u></b>	DELBURGHE Paul-Edward, MARCHAND Laurent
Votants : 15		Mme MASSELOT Catherine est nommée secrétaire de séance

N° : **2023-14**

**DELIBERATION PORTANT CREATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE A TEMPS NON COMPLET A RAISON DE 28 HEURES HEBDOMADAIRES, SOIT 28/35<sup>ème</sup>**

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Il est précisé que cette délibération n'est pas soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Compte tenu que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires, soit 28/35<sup>ème</sup>, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, au grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe relevant de la catégorie hiérarchique C ;

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre

Conformément à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les emplois permanents des collectivités et établissements sont occupés par des fonctionnaires. Toutefois, dans l'hypothèse d'un recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions proposées pourront être exercées par un contractuel sur le fondement et dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou à l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de 3 ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré :**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 2, 3-2, 3-3 et 34 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2 ;

Vu le tableau des effectifs existant,

- ✓ DECIDE d'adopter la proposition du Maire
- ✓ PRECISE que les crédits correspondants sont prévus au budget.

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme  
Délibération signée le 6 mars 2023

Le Maire,

Olivier VERCRUYSE

